

futuribles

analyse et prospective

Italie : le pouvoir de la mafia

Italie, un pouvoir corrompu

PAR ARLES ARLOFF ¹

le 12 novembre 2011 restera dans les mémoires de nombreux Italiens qui n'en finissaient plus d'attendre la fin de l'ère Berlusconi. Ce jour là, il Cavalière s'est résigné à démissionner des fonctions de président du Conseil italien qu'il occupait depuis près de 10 ans (marqués d'une brève interruption), en dépit de scandales politico-financiers ou de mœurs à répétition. Mais le départ du pouvoir de Silvio Berlusconi, s'il constitue un signe encourageant pour la démocratie, est loin d'être un gage de retour à la vertu pour les institutions de ce pays. En effet, comme le montre ici Arles Arloff, la corruption et la collusion du pouvoir politique avec la mafia ne sont pas des phénomènes récents, apparus avec la montée en puissance de Silvio Berlusconi, mais remontent à plusieurs siècles et sont profondément ancrées dans le système politique national.

S'appuyant sur une très riche bibliographie de journalistes et auteurs italiens spécialistes de la question, ainsi que sur le témoignage du « dernier des juges » (entendre ici l'un des derniers juges anti-mafia et anticorruption ayant échappé à l'élimination physique par assassinat pur et simple), le procureur Roberto Scarpinato, Arles Arloff rappelle comment, dès son origine, la mafia s'est construite sur la corruption du pouvoir politique. Elle montre aussi à quel point ces pratiques de corruption sont finalement acceptées et jugées presque normales dans ce pays. Malgré les actions menées dans les années 1983-1992, qui ont pu laisser espérer un grand nettoyage des institutions italiennes et le retour d'un pouvoir « propre », l'Italie demeure sous le contrôle d'une bourgeoisie mafieuse (mafia « haute » : notables politiques, financiers...) liée à la mafia « basse » (ou militaire), dans une ambiance d'omerta qui rapproche de plus en plus ce pays de certaines dictatures sud-américaines de sombre mémoire, et s'il subsiste quelques poches de résistance à ce système, elles risquent de ne pas résister longtemps sans le ralliement d'une large partie des citoyens — mais ceux-ci accepteront-ils de risquer leur vie pour une Italie propre ? S.D. ■

Une immense croix noire avec, en place du Christ, la botte italienne dégoulinante de sang. Devant ce crucifix, trois rangs de bougies rouges, blanches et vertes. Sur un lutrin, en guise d'Évangile, la Constitution italienne de 1948. L'allusion est claire - : les gouvernements Berlusconi ont multiplié les tentatives pour modifier la loi fon-

¹ Journaliste et écrivain, observatrice de longue date de la situation de l'Italie.

damentale qui assure trop bien l'indépendance de la justice. En face, une exposition sur la mafia étale dans un étroit couloir de la mort des unes de quotidiens : plus d'un siècle d'histoire du crime organisé italien. Nous ne sommes pas dans une exposition d'activistes mais dans le très officiel pavillon italien de la Biennale d'art de Venise qui, au lieu de faire l'apologie du pays, en exhibait jusqu'en novembre son les maladies honteuses.

Aveuglés par les bouffonneries de Silvio Berlusconi, presse internationale et observateurs semblent croire que la normalisation d'une situation italienne dangereuse pour l'Europe découlera naturellement de l'élimination de celui qui « a trompé tout un pays ² », comme l'appelait *The Economist*, qui a multiplié depuis 10 ans les dossiers contre Silvio Berlusconi, titrant à son départ « Alléluia !³ » Un départ si désiré par la presse économique que le *Financial Times* avait paraphrasé Cromwell : « Au nom de Dieu, de l'Italie et de l'Europe, partez ⁴ ! »

Mais le mal italien ne tient pas à un seul politicien, il résulte d'un système occulte de pouvoir installé depuis des siècles et d'une culture qui ne s'efface pas par décret. C'est ce qu'a expliqué cet automne, à Paris et Lille ⁵, Roberto Scarpinato. Un homme tranquille à l'allure de professeur sérieux, barbe grise et vaste chevelure, on ne devine pas qu'il vit sous escorte depuis 20 ans. Procureur général de la République à Caltanissetta (Sicile), il parle avec sobriété, précision, sans élever le ton, mais, à chaque phrase, dévoile des horreurs : « Généralement, l'histoire criminelle ne concerne que juges et criminologues. En Italie, l'histoire criminelle fait partie de l'histoire du pouvoir, car les protagonistes du crime sont des membres de la classe dirigeante italienne. » Et de préciser : « Je ne me suis pas documenté dans les bibliothèques mais sur le terrain. »

En effet. Il est le *Dernier des juges* ⁶, titre de son premier livre en français. Le survivant de l'équipe anti-mafia constituée autour de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, massacrés en 1992. Il résume la vision qu'il a livrée dans *Il Ritorno sel Principe* ⁷. « Depuis le XVI^e siècle, l'histoire italienne est marquée par la criminalité du pouvoir, qui se décline en trois points : assassinat, terrorisme politique, et corruption systémique et mafia. » Une bourgeoisie mafieuse, mafia haute, instrumenta lise la mafia basse ou militaire, celle qui recrute ses troupes dans les classes populaires. Les maîtres de l'Italie, depuis des siècles, appliquent l'éthique que Machiavel admirait chez César Borgia : nous avons le droit de tuer ceux qui nous dérangent. Ce système féodal du pouvoir du plus fort s'est dissimulé il y a 150 ans, lorsque l'unité italienne a instauré un État de droit monarchique. Aussi le pouvoir réel est-il ■ « obscène, derrière la scène », répète R. Scarpinato, il échappe à l'État officiel, manipule les lois et l'appareil public pour assurer aux puissants une quasi-impunité, ne laissant condamner que les petits voyous qu'il utilise comme leurres pour détourner l'attention des citoyens. Ce système mafieux dirigé par les princes, barons, rejoints par une grande bourgeoisie restée réfractaire aux idées des lumières, a maintenu l'Italie dans une culture prémoderne.

Si ce système existe depuis si longtemps, comment se fait-il qu'on ne le sache pas ? Parce que beaucoup préfèrent fermer les yeux et que d'autres tuent ceux qui veulent trop les ouvrir. En décembre 1983, le journaliste sicilien Giuseppe Fa va, auteur du roman *Avant qu'ils vous tuent*⁸, avait osé désigner à la télévision les dirigeants du crime organisé : « les vrais mafieux ne sont pas ces petits délinquants qu'on arrête, Ils se trouvent au Parlement, parfois ministres, parfois banquiers. Ce sont ceux qui occupent en ce moment les sommets de la Nation. » Une seule peine sanctionnait pareille audace. La mort. Elle arriva huit jours plus tard. « On » était plus tolérant pour les livres, car la majorité des Italiens ne s'informent qu'à la télévision. « On » supporta en 1993 l'explicite ouvrage de référence, *L'Histoire de la mafia*, de Salvatore Lupo ⁹- Dès 1991, l'historien Nicola Tranfaglia avait, dans « La mafia comme méthode ¹⁰ », prévenu que le péril majeur pour l'Italie ne venait pas des organisations mafieuses mais « de la consolidation et de l'expansion de conduites mafieuses qui polluent le

² «The Man Who Screwed an Entire Country ». *The Economist*, 9 juin 2011.

³« Hailelujah. The End of Berlusconi ». *The Economist*, 13 novembre 2011.

⁴« In God's Name, Go! » *The Financial Times*, 4 novembre 2011.

⁵Lors de réunions organisées par FLARE (Freedom Legality And Rights in Europe) et l'association Philo Lille.

⁶SCARPINATO Roberto et RIZZELLO Anna. *Le Dernier des juges*, Lille : La Contre Allée. 2011.

⁷SCARPINATO Roberto et LODATO Saverio. *Il ritorno del Principe. La testimonianza di un magistrato in prima linea. La criminalità dei potenti in Italia*. Milan : Chiarelettere, 2008 (traduction française à paraître aux éditions de la Contre Allée, Lille, en 2012).

⁸FAVA Giuseppe, *Prima che vi uccidano*. Milan : Bompiani, 1976

⁹LUPO Salvatore. *Histoire de la mafia des origines à nos jours*. Paris : Flammarion, 1999 (traduction).

¹⁰TRANFAGLIA Nicola. *La mafia come metodo nell'Italia contemporanea*. Rome / Bari : Laterza. 1991.

fonctionnement même de l'État et des institutions ».

Depuis 2008, les données du drame apparaissent toujours plus clairement dans *La Résistible Ascension des mafias* d'Enzo Ciconte¹¹ ou dans *Pourquoi la mafia a gagné. Classes dirigeantes et lutte contre la mafia* de Nicola Tranfaglia¹². Umberto Santino explique que la mafia n'est pas un anti-État car elle est aussi « dans » et « avec » l'État¹³. Cette relation entre dirigeants et mafias est au cœur du problème et déborde actuellement du cadre italien. Aussi est-il essentiel de comprendre ce laboratoire qu'est l'Italie pour explorer des scénarios qui concernent l'Europe et le monde (voir encadré ci-contre).

SCÉNARIO 2020 : O.P.A. DES MAFIAS SUR LE MONDE

En novembre 2011, à Paris, Roberto Scarpinato a esquissé un scénario catastrophe en train de se réaliser. Voici l'essentiel de son propos¹³ :

« La base du succès de la mafia est économique. Elle propose des services et des biens à des millions de personnes "normales" qui, dans le monde, demandent des prostituées, des drogues, des produits contrefaits, de la pornographie. Dans toute l'Europe, des milliers d'entrepreneurs "normaux" sont preneurs de services illégaux pour réduire leurs coûts, d'argent sans intérêts, de déchets toxiques évacués à bas prix, naturellement non traités par la suite, de fausses factures pour réduire leurs impôts... Cette demande pour des offres illégales n'est plus marginale. Le monde criminel est le reflet des vices secrets de millions de personnes "normales".

« Ce marché mafieux a explosé depuis la chute du mur de Berlin (1989). Avant il ne concernait que les pays développés d'économie de marché. Une étude américaine estime que dans 20 ans, 15 % des adultes dans le monde seront des clients potentiels pour les drogues. Les bénéfices des trafics rendront les réseaux criminels à même de lancer des O.P.A. [offres publiques d'achat] sur les plus grandes multinationales. La légalisation des stupéfiants serait un moyen de répondre à ce danger. Mais les mafias ont déjà conquis des États. L'État russe a été construit par des mafieux et des anciens du KGB. Il y a nombre de mafieux parmi les 15 000 assistants des parlementaires russes et ils s'entretient souvent. Des secteurs stratégiques russes comme celui de l'énergie sont contrôlés par mafieux et oligarques.

« Le droit pensé aux XIX^e et XX^e siècles contre un crime artisanal n'est pas plus efficace qu'un pistolet à eau. Mais nous faut un droit pénal adapté aux organisations criminelles. Beaucoup de pays européens manquent d'anticorps contre le déficit d'association mafieuse. En Allemagne, on ne peut pratiquer facilement des écoutes par micros espions, confisquer des biens mafieux. Le droit pénal européen ne vaut pas mieux que de l'aspirine contre le cancer et faute d'instruments juridiques adaptés, les mafias prolifèrent dans le monde. L'Europe a 50 ans de retard à cause de grosses résistances culturelles et du tableau que donnent les médias d'une mafia conduite par des Provenzano¹⁴ sans vouloir savoir ce qu'il y a derrière. »

Dans *Le Dernier des juges*¹⁵ Roberto Scarpinato rappelle que les mafias sont présentes depuis longtemps sur le territoire français et dans beaucoup de pays, le crime organisé achetant des paquets d'actions dans les grandes entreprises, intégrant ses circuits bancaires. « Elles engrangent du pouvoir social et d'ici au pouvoir politique, il n'y a qu'un pas. » Il souligne l'indépendance à l'égard du pouvoir politique de la justice italienne, garantie par la Constitution. Le ministère public dispose des forces de police et peut ouvrir des enquêtes contre l'avis du gouvernement. Ce modèle devrait « être européenisé ». « Le modèle français, par contre [...] présente le danger permanent d'un conditionnement occulte. »

A.A

¹¹ CICONTE Enzo. *Storia criminale. la resistibile ascesa di mafia, ndrangheta e camorra dagli Ottocenti ai giorni nostri*. Soveria Mannelli : Rubbertino, 2008.

¹² TRANFAGLIA Nicola, *Perché la mafia ha vinto. Cosa ci dirigent' e lotta alla mafia nell'Italia imita (1861-2008)*. Turin : Utet, 2008.

¹³ SANTINO Umberto. *Brève storia della mafia e del antimafia*. Trapani : Di Girolamo editore, 2008.

¹⁴ Lire aussi son interview dans la revue *l'espresso*, n° 28, novembre 2011, pp. 12-17.

¹⁵ Bernardo Provenzano a dirigé la mafia sicilienne de 1993 à son arrestation en 2006 (IMDLR).

¹⁶ SCARPINATO Roberto et RIZZELLO Anna. *Le Dernier des juges*. Lille : La Contre Allée, 2011.

Cosa nostra, création du pouvoir

La mafia sicilienne, Cosa nostra, à la différence de la Camorra napolitaine et de la N'dranghetta calabraise, n'est pas une émanation des classes populaires. C'est un instrument construit par les classes dirigeantes. Les grands propriétaires terriens siciliens ont chargé au XIX^e siècle leurs intendants, les *gabelloti*, de faire payer les métayers, à l'aide des *campieri*, leurs hommes de main, et de dissuader par la violence les paysans de revendiquer leurs droits.

Ainsi est née la mafia militaire, tandis qu'une bourgeoisie mafieuse se développait rapidement avec l'urbanisation. La mafia populaire rançonne le territoire, prélève son impôt, le *pizza* (*racket*) ; elle maintient l'ordre, s'assure « le monopole de la violence », éliminant les petits voleurs indépendants. Elle sert, explique R. Scarpinato, la mafia haute, remplissant « un rôle d'amortisseur du désordre social généré par le sous-développement », encadre les pauvres des banlieues de Palerme pour qu'ils ne descendent pas troubler les quartiers bourgeois. Les entrepreneurs mafieux usent de leurs influences politiques et de pots-de-vin pour se jouer des règlements et des lois du marché, écarter les concurrents ; ils s'imposent par la menace puis la violence en faisant intervenir les sbires de la mafia basse.

Une collaboration d'autant plus aisée que les « soldats » occupant le terrain ont à leur tête des « gens bien », instruits. Nino Amadore a décrit cette « zone grise ¹⁶ » de professionnels mafieux, ingénieurs, notaires, financiers, architectes, avocats et surtout médecins : « rien qu'en Sicile, en 10 ans, plus de 400 professionnels ont été inculpés de mafia », mais les ordres professionnels ne font pas de zèle pour nettoyer leurs rangs...

Notre vision a été troublée par des films complaisants et par le fait qu'au cours des années 1990, des Corléonais (*Corleonesi*) d'extraction populaire, Toto Riina puis Bernardo Provenzano, ont pris un temps le contrôle de Cosa nostra. Ils sont en prison, cette parenthèse est refermée. Les parrains types d'aujourd'hui sont des notables tel ce chirurgien en vue de l'hôpital de Palerme qui régénait un quartier de 100 000 habitants. Sa peine purgée, il retrouva en 2000 son rôle dans la bonne société palermitaine : des micros espions révélèrent que son élégant salon redevint le lieu, rapporte R. Scarpinato, où le jour « la fine fleur des cols blancs de la ville » décidait candidatures aux élections, aux concours hospitaliers, modifications du plan régulateur, constructions, « de la façon la plus illégale ». Le soir, le salon se remplissait de trafiquants de drogue, de tueurs, d'extorqueurs. Jusqu'à ce que le chirurgien découvre les micros, averti par un médecin, le président de la région, actuellement en prison.

La corruption, comportement normal et accepté

Cette histoire illustre une règle ancienne : quand, par extraordinaire, des bourgeois mafieux se font prendre, ils restent honorables pour leurs pairs. Déjà, rapporte l'historien Francesco Renda ¹⁷, le député commanditaire du premier « crime excellent », l'assassinat en 1893 d'Emanuele Notarbartolo, directeur du Banco di Sicilia, avait été absout « pour absence de preuves » et accueilli triomphalement à son retour par une foule bourgeoise. Le « code culturel de la corruption » fait que dans « la classe dirigeante nationale, la corruption est considérée comme un comportement normal, et donc culturellement accepté et toléré ».

Aussi les notables adoptent-ils à l'égard de la mafia trois attitudes. Les honnêtes courageux la dénoncent, rédigent des rapports depuis 1838, l'un des plus actuels datant de 1876 ¹⁸. Us crient, comme le député Diego Tajani en 1875 : « Nier l'existence de la mafia équivaut à nier l'existence du soleil » et concluent comme le député sicilien Napoleone Colajanni en 1900 ¹⁹ : « pour détruire le règne de la mafia, il est indispensable que le gouvernement d'Italie cesse d'être le roi de la mafia ». Deuxième attitude, celle du cardinal Ruffini en 1964 : le négationnisme, preuve de complicité. Troisième posture, l'éloge public de la mafia. Giuseppe Guido Lo Schiavo,

¹⁶AMADORE Nino. *La zona grigia. Professionisti al servizio della mafia*. Palerme : La Zisa. 2007 (cet éditeur palermitain militant antimafia est une coopérative, voir encadré infra).

¹⁷RENDA Francesco. *Storia della mafia*. Palerme : Sigma, 1997.

¹⁸FRANCHETTI Leopoldo et SONNINO Sidney. *la Sicilia nel 1876*. Florence : Valletchi, 1925 (téléchargeable à l'adresse www.liberliber.it/mediatecaVUBri/f/frandietti/la_sicilia-jeL_1876/gdfjla_sic_p.pdf) ■ DICKIE John. *Cosa nostra, l'histoire de la mafia sicilienne de 1860 à nos jours* Si Paris : Buchet Cas tel, 2007 (analysé dans *Futuribles*, n° 330, mai 2007, p. 107).

¹⁹COLAJANNI Napoleone. *Nei regni della mafia*. Brindisi : Editioni Trabant, 2008.

le plus haut magistrat d'Italie en 1955, a, dans une revue juridique, écrit de la mafia qu'elle « a toujours respecté la magistrature, la justice ; [...] elle a toujours été aux côtés des forces de Torche dans la lutte contre les bandits et les hors-la-loi²⁰ »,

Roberto Scarpinato a expliqué au public français que la réponse aux condamnations pour corruption de dizaines de notables a été le vote de lois *ad personam* et l'élection au Parlement des corrompus échappant ainsi à la justice : « depuis ro ans, la classe politique est en guerre contre la justice ». il dénonce des réformes protégeant de mieux en mieux la haute délinquance économique et une situation de plus en plus difficile pour les témoins, soumis à un véritable calvaire. La corruption au grand jour « a été scientifiquement planifiée, pensez que l'on a dépénalisé les faux en écriture ! », mesure prise en 2002 à l'initiative d'un gouvernement Berlusconi²¹.

Jusqu'aux années 1990, l'inflation finançait la corruption systémique, le gonflement des dépenses publiques couvrait « les coûts énormes de la corruption et alimentait de gigantesques circuits clientélistes ». Les normes européennes ont obligé à freiner cette dilatation. Il a fallu trouver d'autres biens à pUler, « en démantelant le système social et en transférant des ressources à des potentats et des *lobbi&s* privés ». D'où la dégradation des hôpitaux publics au profit de cliniques privées. Conséquence : « les mauvais soins {*malasanita*), fils de la pègre politique (*maiavita*), tuent plus que les guerres des mafias ».

Des milliards déversés par l'Union européenne aux régions, détournés par une vraie « ingénierie de la corruption »

Les fonds destinés au développement du Mezzogiorno sont très appréciés : sur 22,5 milliards d'euros aux entreprises et créations d'emplois, 75 % ont, été volés. « Mégavol de masse réalisé par des cols blancs dont de grands noms du monde des affaires, avec la complicité d'autres cols blancs (banque, services de contrôle) », grâce à l'impunité garantie par les lois votées ces dernières années, notamment par le raccourcissement des délais de prescription²². Quant aux milliards déversés par l'Union européenne aux régions, détournés par une vraie « ingénierie de la corruption », selon l'ancien juge Antonio di Pietro, ils n'ont guère aidé le développement. Le coût de la corruption n'empêchait pas le développement économique italien quand l'économie mondiale était en expansion. Aujourd'hui, ce coût n'est plus supportable, d'où une croissance économique nulle sur 10 ans.

Démocratie formelle, pouvoirs secrets

L'actuelle « régression vers le prémode mis me » a été préparée par ce que R. Scarpinato appelle « la privatisation de la décision d'allocation des ressources publiques », réponse à une demande croissante de démocratie de la part de la société civile. Dans la seconde moitié des années 1970, les centres réels de décision ont été déplacés « des institutions et des partis vers des cercles toujours plus restreints et secrets », par des transferts de compétences et ressources publiques à une galaxie d'organismes, des sociétés privées ou d'économie mixte. Des loges maçonniques « déviées » fleurirent, la plus célèbre, dite « P2 » (prononcer « pi doué » en italien), accueillait le gratin militaire, politique, économique dont, sous le matricule 1816, Siivio Berlusconi. L'Italie se « piduisait ».

La décennie 1970 avait commencé par une tentative de confiscation du pouvoir plus radicale encore. Officier de Mussolini, le prince Borghese avait déclenché puis stoppé *in extremis*, le 7 décembre 1970, un coup d'État (*igolpe*) « anticomuniste » exécuté par des militaires et des troupes de Cosa nostra, organisé sans doute avec la P2 et des services secrets italiens, voire américains²³. Ce *golpe* s'inscrivait dans la « stratégie de la tension » lan-

20CASELLI Gian Carlo. JnTRANFAGLIA Nicola. *Perché la majia ha virtto. Op. cit., préface.*

21GALLULO Roberto. « Roberto Scarpinato : la nuova corruzione parte dai tagli allo Srato sociale e arriva aile priva rizzazioni ». *Il Sole 24 Ore*, 10 mai 2011.

22La loi n° 353 du 5 décembre 2005, accusée d'être une loi *ad personam.*, a en particulier sorti la Bank of America du procès Parmalat, et évité la prison à un proche de Siivio Berlusconi dans l'affaire IMI SIR en 2006.

23MONTI Adriano. *Il « golpe Borghese ». Un golpe virtuale alt'italiana.* Bologne : Lo Scarabeo, 2006 ; DE LUTHS Giuseppe. *I servizi*

cée pendant la guerre froide « contre les Soviétiques ». Elle se prolongerait au moins jusqu'en 1993 par une série de massacres visant à empêcher les revendications et l'arrivée de la gauche au gouvernement.

La décision de l'OSS (Office of Strategic Services, ancêtre de la CIA, Central Intelligence Service) américain en 1943 de traiter avec mafias haute et basse, n'en finit pas d'influencer l'actualité. Roberto Scarpinato rappelle que le signal du terrorisme d'État a été donné le 1^{er} mai 1947, au moment où naissait la Première République italienne, par une fusillade près de Palerme où des paysans manifestant contre les latifundistes ont été massacrés par la bande du bandit Salvatore Giuliano. Celui-ci participait au Fronte antibolscevico, organisation néofasciste basée à Palerme et financée par les Américains²⁴. Au cours des semaines suivantes, Giuliano allait tuer une dizaine de syndicalistes et personnalités de gauche. Une cinquantaine de syndicalistes siciliens seraient massacrés par la mafia entre 1944 et 1960. Qui a commandité ces tueries ?

L'historien sicilien Giuseppe Casarrubea, fils d'un syndicaliste tué par Giuliano, s'est acharné à éclairer cette période. Selon lui, à partir de 1944, les services secrets alliés auraient agi avec des collaborateurs de Pie XII pour bloquer la naissante démocratie et donner au nouvel État une orientation atlantique et autoritaire. Mafias, monarchistes, ex-agents de la république fasciste de Salò participaient à ce mauvais roman noir ainsi que, peut-être, l'Argentine de Peron²⁵.

Moment de grâce pour l'antimafia

La décennie **1980**, commencée par le massacre de **85** personnes à la gare de Bologne le **2 août 1980**, s'était poursuivie en **1982** par les scandales de la Banco Ambrosiano du Vatican et l'assassinat de Dalla Chiesa. Le général préfet s'était attaqué aux notables, aux politiques corrompus, sans obtenir les moyens nécessaires ; il avait prévenu Giulio Andreotti, chef de la tendance dure de la Démocratie chrétienne, qu'il n'épargnerait pas ses amis. Défi suicidaire²⁶ ? Selon R. Scarpinato, l'ordre d'exécuter le général et sa femme aurait été transmis de Rome à Cosa nostra par un membre de la Pz. Les mafieux siciliens auraient obéi à contrecœur, prévoyant les mesures répressives que l'opinion, indignée par le double meurtre, exigerait.

Ce fut effectivement le cas, avec le vote de la loi instituant le délit de mafia et permettant la confiscation des biens mafieux. Un *pool* antimafia fut créé en **1983**. Malgré l'assassinat dès juillet **1983** de son fondateur, le clairvoyant juge Rocco Chinnici²⁷ le *pool* porta des coups sévères à la mafia militaire : **475** individus étaient inculpés dans le « maxi-procès » de **1986-1987**. Le *pool* antimafia, renouvelant l'audace qui avait coûté la vie à Dalla Chiesa, s'attaquait aussi à des notables siciliens, pour la première fois avec succès. Un miracle qui tenait à l'appui apporté aux juges d'instruction par deux ministres honnêtes et courageux, souligne avec nostalgie R. Scarpinato, Oscar Luigi Scalfaro à l'Intérieur (**1983-1987**) et Mino Martinazzoli à la Justice (**1983-1986**). Le juge Falcone arrêtait le **3 novembre 1983** Vito Ciancimino, ancien maire de Palerme, milliardaire, démocrate chrétien influent, affilié au réseau Gladio²⁸, organisation paramilitaire secrète implantée par les États-Unis. Un politicien italien allait enfin être condamné pour association mafieuse. Mais en **2001** seulement, et avec pour géôle, son luxueux appartement romain...

Falcone et Borsellino :

segietà in Italia Dal fascismo all'intelligenza del XXI secolo. Milan : Sperling & Kupfer, 2010.

²⁴CASARRUBEA Giuseppe. *Salvatore Giuliano. Morte ai un capobanda e dei suoi luogotenenti. Milan / Rome : Franco Angeli, 2001 ;* CASTAGNERI Riccardo. «* Giuliano : corne la CIA co-maudea ». *La Voce delle Voci*, 18 janvier 2011.

²⁵Sur ces différents points, voir CASARRUBEA Giuseppe, CERECCHINO Mario J. *Stati Uniti eversiane nera e giterra al comunismo in Italia* ('3943-1947,1. Palerme : Quaderni di biblos, 2007 : *Lupara nera. La guerra segietà alla democrazia in Italia* 1943-1947. Milan : Bompiani. 2009 : et *Tango Connection. L'oro nazijüsceta, l'America Latina e la guerra al comunismo in Italia*. 1943-1947. Milan : Bompiani 2007.

²⁶« Così' lo Stato abbandono' Dalla Chiesa ». *La Repubblica*. 9 novembre 1985.

²⁷CHINNICI Rocco. *L'illegalità protetta. Attività criminose e pubblici poteri nel meriàone d'Italia*. Palerme : La Zisa, 1990 (posthume).

²⁸LA LICATA Francesco. « Mio padre era con Gladio ». *La Stampa*, 30 octobre 2009.

« une partie de l'État les veut morts »

« Beaucoup à Palerme et à Rome commencent à craindre le pire. À qui le tour ? [...] Avoir élevé le niveau des enquêtes jusqu'aux intouchables condamnait le *pool* à une fin prématurée » témoigne R. Scarpinato. Falcone et Borsellino deviennent les icônes collectives d'une Italie alternative [...] ; une campagne politique, médiatique meurtrière déverse quotidiennement sur les juges d'instruction un flot d'accusations infamantes, de calomnies ; "communistes", "malades de pouvoir", "shérifs", "Torquemada"²⁹ » À peu près les mots utilisés ces derniers mois par Silvio Berlusconi contre les juges qui ont rouvert des enquêtes sur les événements de 1992-1993³⁰. Coïncidence ? « Ces juges et leurs familles sont en danger de mort, [...] l'atmosphère est aujourd'hui trop semblable à celle qui a précédé les massacres de 1992-1993 » avertit Salvatore Borsellino, frère du juge assassiné³¹.

Alors tout a été fait, rappelle R. Scarpinato, « pour rendre la vie impossible » à Giovanni Falcone, lui interdire d'enquêter sur les relations entre services d'État et mafia. Falcone aurait consigné tout cela et pire dans un journal³² que l'« on » a effacé, prouvent deux experts — Gioacchino Genchi, destitué de ses fonctions cette année³³ et Luciano Petrini, assassiné dès 1996³⁴.

Falcone et Borsellino ont été victimes de la stratégie de la tension, écrit en substance le journaliste Attilio Bolzoni. « Une partie de l'État les voulait morts³⁵ » Falcone part à Rome « pour ne pas "leur" servir d'alibi³⁶ », mais il en sait trop et « les » dérange. « ils » le font tuer avec son épouse par la mafia le 23 mai 1992. L'une de ses dernières enquêtes concernait l'activité à Trapani de Gladio³⁷ : Falcone, victime d'un reliquat de la guerre froide ?

Pendant les 57 jours³⁸ qui suivent la mort de son ami Falcone, Borsellino, resté à Palerme, enquête sur les relations mafia / institutions³⁹. Le 1^{er} juillet, le juge rentre bouleversé du ministère de l'Intérieur : « Je dois agir vite, mon tour est arrivé. » Selon Salvatore Borsellino, son frère cadet, « on » lui aurait ordonné de tout arrêter pour ne pas entraver la négociation en cours avec Cosa nostra. Il est déshabillé avec son escorte le 19 juillet 1992. Gioacchino Genchi soupçonne aussitôt le SISDE (Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Democrazia), service secret civil. « On » lui retire l'enquête. Depuis 2009, Salvatore Borsellino dénonce sur son site Internet www.iqluglio1992.com un « massacre d'État » qui expliquerait la situation actuelle, il interpelle les autorités avec sa sœur Rita⁴⁰.

²⁹Premier Grand Inquisiteur de l'Inquisition espagnole (NDLR).

³⁰« Stragi mafia, il procura tore di Païenne "Sorpreso dalle parole di Berlusconi" ». *La Repubblica*, 12 septembre 2009.

³¹« Le Agende Rosse a Palermo », 15 juin 2011, site Internet www.iqluglio1992.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4414:17-18 ■ 19-lugli-o-2011 ■ le-a-gen-dej/o-ssg-a ■ palermo&catid=42:documenti.

³²BERTELU Marco. « 23, maggio-19 luglio 1992 ; 57 giorni », 2. juin 2008, site Internet www.iqluglio1992.com/journal/index.php?option=com_content&view=article.

³³REPICI Fabio. « Genchi desistito : ha indagato troppo e sulle persone "sbagliate" ». 2.4 février 2011, site Internet www.iqluglio1992.org/index.php?option=com_content&view=article&id=4077:genchi-destituito-ha-indagato-troppo - iSt] Lensid=4.

³⁴RAUGEI Fedora. « La memoria violata di Giovanni Falcone », 34 mai 2009, site Internet www.iqluglio1992.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4077:la-memoria-violata-di-giovanni-falcone&catid=10:i-mandanti-occulti&Itemid=8.

³⁵BOLZONI Attilio. * Patti oscuri, ricatti e depistaggi COSL lo Stato fu tradito dai suoi servi-tori », *La Repubblica*, 28 octobre 2010 ; et *Faq Mafia*, Milan : Bompiani, 2010.

³⁶BOLZONI Attilio. « Falcone : "se resto. divento il loro alibi" ». *La Repubblica*, 25 juin 1992.

³⁷PALAZZOLO Salvo. « Trapani, tra mafia e servizi devianti », 3 mars 2008, site Internet www.iqluglio1992.org/index.php?option=com_content&view=article&id=4077:trapani-tra-mafia-e-servizi-devianti&catid=rgi-m-andanti-occulti&Itemid=8.

³⁸BON GIOVANNI Giorgio et BALDO Loi en*o Giü ultimi giorni di Paolo Borsellino. Rome : Aliberti, 2010.

³⁹ZJNITI Alessandra, VIVIANO Francesco, / *Misleri diVagenda rossa*, Rome : Aliberti, 2010.

⁴⁰Scarpinato : la mafia si sconfigge a Roma [c'est à Rome que l'on fait échec à la mafia] *Rai News*, 19 juillet 2010.

L'Italie dépecée en trois

Roberto Scarpinato décrypte les attentats de 1992 et 1993a Florence, Rome, Milan par un double jeu de Cosa nostra avec deux tendances rivales du pouvoir italien. Cosa nostra et son chef Totò Riina se sont sentis lâchés par la Démocratie chrétienne lors du « maxi-procès ». « On » leur promet des annulations de peine en cassation, or un juge incontrôlé confirma les verdicts en janvier 1992. Une négociation secrète s'engagea par l'intermédiaire de Vito Ciancimino et des services spéciaux.

Un plan secret pour préparer la fin de la Première République italienne

Pour faire pression, Totò Riina fit exécuter en 1992 l'euro-parlementaire « andreottien » Salvo Lima, et Ignazio Salvo, entrepreneur démocrate chrétien condamné comme mafieux, Totò Riina ne pariait pas tout sur des politiques affaiblis par les scandales de *Mani Pulite*, il prêtait main-forte à « l'aile extrême du pouvoir » qui préparait la fin de la Première République italienne, « Des orphelins » de la guerre froide craignaient la ruine et la prison si la gauche arrivait au pouvoir. D'où un plan secret en trois points, qui n'était connu entièrement que par certains des factieux. Un journal confidentiel proche d'Andreotti en divulgua, dès mars 1992, les grandes lignes. Les attentats de 1993, revendiqués par une soi-disant phalange armée, devaient faire s'écrouler les vieilles institutions. « On » tuerait le ministre de la Justice Claudio Martelli, qui avait soutenu Falcone, « on » salirait par un scandale le trop honnête président de la République, Oscar Scalfaro. « On » créerait une nouvelle force politique, la Ligue méridionale, pendant de la séparatiste Ligue du Nord. L'État italien serait découpé en trois entités régionales avec chacune son président, sa justice et sa police. Le Sud serait abandonné aux différentes mafias, avec défiscalisation, paradis *offshore*, jeux, économie criminelle. Voilà qui éclaire les revendications séparatistes actuelles de la Ligue du Nord.

Le plan n'a pas pu être intégralement appliqué. D'où l'adoption d'une « solution politique graduelle ». Giocchino Genchi, se basant sur des écoutes téléphoniques, confirme largement cette vision⁴¹. Selon lui, la Seconde République italienne est née lorsque des éléments durs de Cosa nostra impliqués dans les attentats de 1993 « ont commencé à chercher des hommes nouveaux », notamment parmi « les entrepreneurs de leur connaissance en qui ils avaient une certaine confiance ». Il décrit « la naissance mafieuse de Forza Italia », le parti créé par l'homme d'affaires Silvio Berlusconi et son lieutenant, l'avocat sicilien Marcello Dell'Utri, condamné depuis, de façon non définitive, pour complicité d'association mafieuse.

Témoins et journalistes bâillonnés

« Nous sommes revenus au triomphe de *Yomerta* de masse sur les délits des puissants » estime R. Scarpinato, les collaborateurs de justice n'osent plus s'exprimer, surtout sur les rapports entre crime et pouvoir. Les témoins vivent un calvaire, ostracisés comme les magistrats faisant leur devoir. L'information est quasi musclée par le Prince. Roberto Scarpinato, l'un des procureurs du procès contre Giulio Andreotti, montre comment la réalité peut être dissimulée aux citoyens : 90 % des Italiens sont persuadés que le sept fois président du Conseil a été blanchi par la justice. Or en 2003, un jugement définitif, occulté par la télévision, a établi que Giulio Andreotti ne pouvait être condamné à cause des délais de prescription MAIS qu'il avait entretenu des relations avec des parrains et participé à leurs sommets secrets, avec ses amis Lima et Salvo, pour décider du sort du président de la région Sicile, Piersanti Mattarella. Celui-ci dérangeait car il voulait moraliser les marchés publics, d'où son exécution en janvier 1980, sans que Giulio Andreotti, nota la cour d'appel, ne dénonce les coupables⁴².

41 MONTOLLI Edoardo. *Il casa Genchi. Storia di un uomo in balia dello Stato*. Rome : Aliberti, 2009 ; et « Giocchino Genchi : la genesi di Forza Italia », décembre 2009, site Internet [www.igltiglioiooga.com / index .php Pqption=c:ooiv_oonten t&vie w=ar tic le&id=22^:aioacch_ino-genchi-la-genesi-di-forza-italia&catid=i8:i-video&Itemid=33](http://www.igltiglioiooga.com/index.php?option=c:ooiv_oonten_t&vie_w=ar_tic le&id=22^:aioacch_ino-genchi-la-genesi-di-forza-italia&catid=i8:i-video&Itemid=33).

42 LODATO Saveio et TRAVAGLIO Marco, *Intocabili. Perché la mafia è al potere*. Milan ; Biblioteca Universale Rizzoli, 2005.

Nicola Tranfaglia a eu du mal à trouver un éditeur pour son livre relatant le procès Andreotti⁴³ et R. Scarpinato note que « les films, documentaires et fictions sur la mafia s'arrêtent au "maxi-procès" et aux massacres de 1992-1993, des dizaines de procès, ayant par la suite mis à nu les rapports entre mafia et pouvoir, restant talx>us [...] Encore aujourd'hui, tout le système culturel national, de l'extrême droite à l'extrême gauche, continue à effacer le fait énorme [...] que [le président Andreotti] a eu des rapports prouvés avec la mafia et a assuré par son silence l'impunité aux auteurs de très graves délits politiques mafieux, »

Le respect de tels tabous est facilité par la censure et l'autocensure, montre l'observatoire Ossigeno per l'informazione⁴⁴, créé en 2008 par le Syndicat et l'Ordre des journalistes. Son directeur, Alberto Spampinato, est le frère d'un journaliste assassiné. Ossigeno recense 400 journalistes menacés en 2009-2010. Les rapports qu'il publie montrent que la liberté d'informer est largement violée, que les parrains, même au secret en prison, surveillent la presse. Des journaux méridionaux sont sous leur contrôle et celui de leurs amis notables, d'autres ont été fermés. Les journalistes peuvent rapporter des événements concernant la mafia, mais s'ils se mettent à réfléchir, ils sont en danger. Alors leurs confrères s'écartent d'eux, leur reprochent de fourrer leur nez où il ne faut pas, de chercher à se rendre intéressants.~ Puis arrivent les menaces.

Encore le 1^{er} octobre dernier, près de Naples⁴⁵ la Camoira a perpétré, à l'aube, une opération armée contre la rédaction du quotidien *Metropoïis* et dans les kiosques parce qu'un article lui déplaisait. Tout cela n'empêche pas des chroniqueurs d'enquêter, comme Attilio Bolzoni depuis 30 ans à *La Repubblica*, ou Salvo Palazzolo depuis 12 ans, qui publie des livres, des articles détonnants, détonants⁴⁶. Cela ne dissuade pas d'avantage Pino Maniaci d'animer en famille, depuis 1999, la télévision Tçlejato près de Palerme, et d'interpeller nommément, chaque jour, les notables corrompus. Cela malgré des agressions physiques répétées. Mais peut-on demander à chaque journaliste de flirter avec la mort, d'être un héros au quotidien ?

Le résultat, selon Ossigeno, c'est que l'opinion n'est pas informée du « drame humain et citoyen [...] de la situation d'urgence de quartiers et villes entières soumises à un état de guerre du fait que les institutions et la vie démocratique sont vidées de leur substance dans des régions entières ». L'observatoire note la disparition de cet appui journalistique qui a mobilisé l'opinion dans les années 1980-1990 et a permis à des juges courageux de frapper les mafieux. Depuis la fin des années 1990, la grande presse⁴⁷ consacre moins de place à des sujets censés « ennuyer le lecteur »...

Dérive sud-américaine ?

Alors, l'Italie est-elle condamnée à devenir une réplique des régimes autoritaires militaro-criminels sud-américains, se demande R. Scarpinato ? Le système du Prince peut-il être détruit par le jeu normal des partis politiques sans une rupture comparable à celle qui donna la parole à l'élite démocratique de droite et de gauche minoritaire, aux Résistants, le temps de rédiger et faire ratifier par le peuple la Constitution de 1948 ?

On peut en douter, car la majorité des partis, y compris à gauche, compose avec le Prince, Aux élections de 2010, plus d'une centaine de candidats inculpés ou condamnés pour mafia ont été acceptés sur les listes ; la statistique est incomplète, certaines préfectures du Nord ayant refusé de renseigner la commission parlementaire antimafia⁴⁸. Le comique Beppe Grillo a lancé une campagne pour un Parlement « propre » avec le slogan *Ono-*

43TRANFAGLIA Nicola. *La sentenza Andreotti. Mafia, politica e giustizia nell'Italia contemporanea*. Milan : Garzanti, 2001.

44Site Internet www.ossigenoinformazione.it.

45« In prima pagina il pentimento del boss, il dan fa sparire il giomaie dalle edicole », /I *Carrière del Mezzogiorno*, 1^{er} octobre 2011.

46PALAZZOLO Salvo. *I ptzzi mancanti. Viaggio nei misteri della majia* Rome : Laterza. 2010 ; voir aussi ses articles récents sur son Wog www.ipezaimariicanti.it.

47DINO Alessandra. « Giomalisme e mafia ». In MARESO Manuela et PEPINO Livio (sou;; ia dir. de). *Nuovo dizicnario di tnajia e antimajia*. Turin : EGA (Edmoni Gruppo AbeJe), 200&.

48LOPAPA Carmelo. * Oltte cento i sospettatj l AntimaRa: "Maroni non ci aiuta" ». *La Repubblica*, 13 octobre 2010.

revoli Wanted, repris par un livre ⁴⁹ dénombrant près de 10 % d'élus « indignes », 25 repris de justice, 26 inculpés, 19 enquêtes, 12 « miraculés » dont Giulio Andreotti...

DES FRANCS-TIREURS CHEZ COSA NOSTRA

En plein cœur de Palerme, de petits éditeurs militant, comme la coopérative La Zisa .) dont le catalogue donne la parole aux figures de l'antimafia. Un des derniers livres édités propose « la vraie histoire de la Ligue du Nord⁵⁰ ». Autre éditeur palermitain, Di Girolamo (www.dig.rolamo.editori.com/it) vient de publier *Lo malpolitika*⁵¹, guide pour « résister seul ou en groupe a la "malpolitique" », ainsi que *Lo Mafia expliquée aux touristes*⁵², traduit en 10 langues et un *agendo deli'Antimofia*, éphéméride des victimes de la violence mafieuse. L'auteur, Umberto Santino, anime avec le journaliste Francesco Palazzo deux collections rassemblant une quinzaine de titres éloquentes. Umberto Santino est un pionnier qui dirige depuis 1977, avec sa femme Anna Puglisi, le Centre sicilien de documentation Giuseppe im-pastato proposant sur son site Internet (www.centrojmapastalo.it) un ensemble irremplaçable d'ouvrages et de documents téléchargeables.

A.A.

Ou révolution citoyenne ?

L'espoir est dans l'Europe, qui vient de contribuer à la chute de Silvio Berlusconi, et dans la société civile. Nous sommes convaincus que rien ne se construira sans la pression de cette société civile qui, déjà en 1992, a obligé à voter la loi antimafia longtemps enfouie dans un tiroir. Nous avons décrit ici ⁵³ la résistance des associations et de l'École, avec des cours sur la légalité et des exercices de réappropriation du patrimoine urbain par les élèves. L'association Libéra regroupe 1 500 écoles et associations militant contre les mafias dans toute l'Italie. Présidée par un prêtre dynamique, Luigi Ciotti, elle organise la périlleuse exploitation des biens et terrains confisqués aux mafieux, et a soulevé l'opinion en 2009 contre un amendement facilitant leur rachat par des complices.

Internet joue un rôle majeur. Tous les mouvements antimafia l'exploitent, comme le mouvement Addiopizzo, créé en 2004 par des jeunes, qui a rallié ⁵⁴ 143 consommateurs et 694 commerçants de Palerme refusant de payer le *pizzo* (*fracket*) et risquant leur vie en s'affichant sur le site Internet du mouvement (www.addiopizzo.org). Depuis, des entrepreneurs palermitains, encore minoritaires, appuyés juridiquement par Addiopizzo, l'association de professionnels LiberoFuturo et Confindustria ⁵⁴ de Sicile (association du patronat), osent dénoncer les extorqueurs ⁵⁵.

Seule une vague nationale peut réduire la nocivité du système de pouvoir. Des journalistes, des écrivains, comme le prix Nobel Dario Fo, Roberto Saviano, Antonio Tabucchi qui dénonce une « démocratie surveillée », l'acteur Roberto Benigni, portent la voix de l'Italie des lumières. Depuis plus d'un an, grâce à Internet, au téléphone portable et à l'engagement de nombreuses femmes indignées, des rassemblements de plus en plus nombreux mobilisent des protestataires. Mouvement indépendant des partis, le Popolo Viola lance des mots d'ordre dans le style des « indignés ».

largement remportés par les antiBerlusconi malgré le silence des médias officiels et les consignes de boycott, les quatre référendums de juin 2011 constituent un signal fort : un scénario gagnant pour la démocratie et le dé-

⁴⁹GOMEZ Peter, TRAVAGLIO Marco. *Onorevoli Wanted*. Rome : Editori Riuniti, 2006 {que l'on pourrait traduire par « Recherche personnes honorables » [NDLR]}.

⁵⁰BONASERA Fabio, ROMANO Davide, *inganno podano. Lo vero storia delta LegaNord*. Palerme : La zisa, 2010,

⁵¹D'AMBROSIO Rocco, PIMTO Rosa. *ta ma/poUica*. Trapani : Di Girolamo editore, 2009.

⁵²VADAI Auguste. *lo mafia spiegato ai ruristi*. Trapani : Di Girolamo editore, 2005.

⁵³ARLOFF Arles, PORTNOFF André Yves. « La mafia italienne, persistances et résistance ». *Futuribles*, n° 326, janvier 2007, pp. 27-44.

⁵⁴« La lotta alla mafia di Confindustria, Lo Bello : "Abbiamo espulso 30 aziende" ». *La Repubblica*, 4 janvier 2011.

⁵⁵ARLOFF Arles et PORTNOFF André-Yves. *Op cit*.

veloppement est possible. Un scénario à la tunisienne délivrera-t-il l'Italie du Prince ? Quand R. Scarpinato a répondu à notre question, sa voix si ferme a tremblé : « Il y a une Italie merveilleuse, celle qui s'est fait tuer, celle qui par millions descend dans les places pour contrer les lois honteuses de [Silvio] Berlusconi, exiger que l'on rende au peuple les télévisions. La classe politique s'est séparée du peuple, a exproprié la démocratie. Quatre ou cinq oligarques désignent les candidats aux élections. La priorité du nouveau gouvernement devrait être une loi électorale restituant le pouvoir du choix au peuple. »

En attendant, *L'Esprit de la résistance*, cette statue de femme couchée au bord d'une rive de Venise, a bien du mal à garder la tête au-dessus des vagues. Désire-t-elle vraiment voir ce qui se passe, alors que la N'dranghetta place ses pions à quelques encablures ?

POUR ALLER PLUS LOIN...

ABBATE Lirio, GOFTAEZ Peter. / *complici. Tutti gli uomini di Bernardo Provenzone do Corleone al Parlementa*. Rome : Fazi Editore, 2007.

BORSELLINO Paolo. *Oltre il muro dell'omertò. Scritti su venta, giustizia e impegno civile*. Milan : Biblioteca Universale Rizzoli, 2011.

CA PO RALE Giuseppe. // *buco nero. La lunga tragedia dell'Aquila*. Milan : G a nanti, 2011.

CASELLI Gian Carlo. *Le due guerre. Perché l'Italia ha sconfitto il terrorismo e non la mafia*, Milan : Melampo, 2009,

CASELLI Gian Carlo, SCÀLFARO Oscar Luigi. *Di sono e robusto CasUtuzione. Inter-vista di Carlo Alberto dalla Chiesa*. Turin : AOD (Agnelli, Dalai, Dileo) editore, 2010.

CERI Paolo. *Gli italiani! spiegati da Berlusconi* Rome : Laterza, avril 2011.

CIANCIMINO Massimo, LA LtCATA francesco. *Don Vito, Le relazioni segrete tra Stoto e mafia nel racconto di un testimone d'eccezione*. Milan : Feittrinelli, 2010,

□ALLA CHIESA Carlo Alberto. *In nome del popolo italiano, a cura di Nando dalla Chiesa*. Milan : Rizzoli, 1997.

GOMEZ Peter, LILLO Marco, TRAVAGLIO Marco. *PopL Uno scandolo polstico*. Milan : chiarelettere, 2009.

GREGGIO Simonetta. *Dofce Vija 1959-1979*. Paris : Stock, 2010 (roman).

GUERRI Giordano Bruno. *611 Italiani sotto la Chiesa. Da Son Pietro a Berlusconi*. Milan ; Bompiani, 2011.

LU PO Salvatore- *Che cos'è la mafia. Scioscio e Andreotti l'antimafia e la poli-tica*. Rome : Donzelli, 2007.

LU PO Sa i va tore, *Quando la mafia trovò l'America. Storia di un intreccio intercontinentale, 1888-2008*. Turin : Einaudi, 2008.

LU PO Salvatore. // *tenebroso sodalizio. Il primo rapporto di polizia sulla mafia siciliana*. Rome : XL EdizioniL 2011.

REND A Francesco. *Porte! la dello Ginestra e la guerra fredda. I cento anni dello Cgil siciliana. Conversazioni con Antonio Riolo*. Rome : Ediesse, 2008.

REND A Francesco *Liberare l'Italia dalle mafie*. Rome : Ediesse, 2008.

ROSSI Elio (pseudonyme), *i professionisti del potere*. Milan : Chiarelettere, 2011.

SANTINO Umberto, *L'assassinio e il depistaggio. Atti relativi all'omicidio di Giuseppe Impastato*. Palermo ; Centre Siciliano di Documentazione Impastato, 1998.

SCARUNI Luca. *Un paese in ginocchio*. Parme : Guanda editore, 2011.

TIIMAGLI Irène. *Talento da svendere. Perché in Italia il talento non riesce a prender il volo*. Turin : Einaudi, 2008.

TRAVAGLIO Marco. *Per chi suona la campana. il suicidio dell'Unione Brancaleone e l'eterna ritorno di Al Tappone*. Milan : Garzanti, 2008.

A.A.